



Investir en RD Congo :

un levier stratégique au coeur
de l'Afrique.



Climat actuel : Temps chaud pour faire de bonnes affaires !

2025

Sommaire

- Profil du pays _____ 3
- 5 raisons d'investir en RDC _____ 5
- Secteurs clés _____ 10
- Un potentiel à transformer _____ 55



Profil du pays

Aussi appelée RD Congo, RDC et Congo-Kinshasa, de sa capitale Kinshasa ; la République démocratique du Congo se situe en Afrique centrale. Chevauchant l'équateur, la RDC, d'une superficie de 2 345 410 km², se déploie le long du vaste bassin du fleuve Congo.

La RD Congo figure en tant que 2^e pays le plus étendu du continent africain, et le 11^e dans le monde. La RDC se compare à 1,5 fois la grandeur de la province de Québec au Canada, et à 3,5 fois celle de la France.

La République démocratique du Congo est délimitée en Afrique par neuf (9) pays limitrophes : à l'ouest, par la République du Congo ; au nord, par la République centrafricaine et le Soudan du Sud ; à l'est, par l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie ; au sud, par la Zambie et l'Angola.





La population de la RD Congo estimée en 2021 se rapproche des 110 millions d'habitants. En termes de statistiques, la population de la RDC se positionne : en Afrique, au 4^e rang des états les plus peuplés ; en pays francophones, au premier rang ; et dans le monde, toutes langues confondues, au 16^e rang.

En RD Congo, le français demeure la langue officielle et la langue des affaires ; le franc congolais, la monnaie locale ; le dollar américain et l'euro, la monnaie des affaires.

La République démocratique du Congo présente d'énormes potentialités économiques en Afrique. Les investisseurs internationaux accourent en RD Congo devant l'évidence de l'amélioration du climat des affaires, de l'immensité de ses potentialités et de ses diverses opportunités d'investissements. La RDC attire des entrepreneurs venant des quatre coins du monde, car les raisons sont nombreuses d'investir en RD Congo.



5 raisons d'investir en RDC

1

Une stabilité politique

Depuis l'alternance démocratique pacifique de 2019, marquée par l'élection du Président Félix Tshisekedi – une première historique en RDC et en Afrique centrale – le pays s'engage dans une ère inédite. Paix, sécurité, État de droit et réconciliation nationale constituent désormais les priorités gouvernementales, renforçant la confiance des investisseurs et ouvrant la voie à une transformation économique et sociale en profondeur.



5 raisons d'investir en RDC

1

2

Un cadre économique ouvert

La République démocratique du Congo a engagé une vaste libéralisation de ses principaux secteurs économiques. Depuis 2002, le pays enregistre une croissance soutenue, illustrée par une hausse de 123,6 % du PIB réel entre 2002 et 2014. Cette dynamique, toujours présente, confirme le potentiel de développement prometteur de l'économie congolaise.



5 raisons d'investir en RDC

1

2

3

Un environnement des affaires attractif et compétitif

La RDC a engagé d'importantes réformes pour rendre son environnement des affaires attractif : libéralisation de secteurs clés (assurances, électricité, eau), création du Guichet Unique pour immatriculer une entreprise en 3 jours, mise en place de zones économiques spéciales, tribunaux de commerce et mécanismes de sécurisation des investissements. À cela s'ajoutent la liberté de transfert des revenus, la simplification de la parafiscalité et des conventions bilatérales de protection, complétées par des réformes en cours.



5 raisons d'investir en RDC

1

2

3

4

La RDC, un carrefour économique

La République démocratique du Congo dispose d'un vaste marché intérieur de plus de 90 millions de consommateurs. Sa position stratégique au cœur de l'Afrique lui permet de s'ouvrir sur neuf pays voisins, élargissant ainsi son potentiel à plus de 250 millions de consommateurs dans la région.



5 raisons d'investir en RDC

1

2

3

4

5

Une main-d'œuvre jeune, qualifiée et compétitive

La RDC dispose d'une main-d'œuvre abondante, majoritairement jeune (60 % de la population a moins de 20 ans), de plus en plus éduquée et multilingue (français, anglais et autres langues). Chaque année, plusieurs milliers de diplômés viennent renforcer ce vivier de talents. Accessible et hautement compétitive, cette ressource humaine constitue un atout majeur pour les investisseurs.



Les secteurs clés

Les secteurs clés dans lesquels investir en RD Congo.

P.11 Agriculture

P.16 Assurance

P.18 Élevage

P.20 Énergie

P.23 Foresterie

P.26 Habitat & Immobilier

P.29 Industrie

P.31 Infrastructures & Transports

P.38 Minier

P.41 NTIC¹

P.45 Pêche

P.48 Tourisme

P.53 Zones Économiques
Spéciales

¹ Nouvelles technologies de l'information et de la communication.





AGRICULTURE

RD Congo : Un potentiel agricole exceptionnel avec une superficie de terres à cultiver inégalée en Afrique.

La République démocratique du Congo (RDC) compte en Afrique plus de 80 millions d'hectares de terres arables et agricoles, dont 90 % de ces terres demeurent actuellement inexploitées ; des forêts tropicales de plus de 135 millions d'hectares occupant 52 % du territoire de la RDC une diversité de climats et d'importants réseaux hydrographiques permettant une variété de cultures agricoles.

La végétation africaine composée de savane (herbeuse ou arborée) et de forêt constitue en RDC une réserve importante de biodiversité et de terres agricoles. Les produits de l'agriculture de la RDC sont variés et divers, et se chiffrent en plusieurs milliers de tonnes (t).

Le secteur de l'agriculture de la RDC a contribué, en 2015, à 18 % du PIB national. La production était alors de :

- 3 106 987 t pour les céréales (maïs, riz paddy, millet, sorgho) ;
- 35 677 606 t pour les racines et tubercules (manioc, patate douce, igname, taro, pomme de terre) ;
- 337 915 t pour les légumineuses (haricot, niébé, petit pois, pois cajan, voandzou) ;
- 443 308 t pour les oléagineux (arachide, soja) ;
- 6 544 669 t pour les fruits (banane douce, banane plantain, banane à bière).



■ RD Congo :
**Un incontournable en Afrique pour les sociétés étrangères
qui se démarquent dans le secteur de l'agriculture**

La République Démocratique du Congo offre de nombreuses opportunités aux investisseurs privés étrangers dans le secteur de l'agriculture, allant de la production à la commercialisation. Avec son potentiel agronomique exceptionnel et une superficie de terres agricoles inégalée en Afrique, la RDC est à même de nourrir plus de 2 milliards de personnes.

Le programme national de la RDC en matière de développement et d'investissement dans le secteur agricole veut favoriser l'arrivée d'investisseurs privés étrangers pour réaliser les objectifs suivants :

- Stimuler une croissance soutenue dans le secteur agricole ;
- Accroître la production des produits comestibles et pérennes ;
- Encourager l'industrialisation par substitution aux importations ;
- Créer durablement des emplois et des revenus ;
- Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations congolaises ;
- Réduire la pauvreté et la précarité dans les milieux ruraux.



Le fondement du programme national d'investissement réside dans le développement progressif d'une vingtaine de parcs agro-industriels sur plusieurs dizaines de milliers d'hectares à travers toute la RDC. Celui-ci vise précisément :

- La valorisation des zones agricoles et agro-industrielles ;
- La gestion des produits et de la sécurité alimentaire ;
- La recherche, le développement et la formation ;
- La gouvernance et le renforcement des capacités humaines et institutionnelles du secteur de l'agriculture ;
- L'adaptation au changement climatique.



■ RD Congo :
Un incontournable en Afrique pour les sociétés étrangères qui se démarquent dans le secteur de l'agriculture.

La République Démocratique du Congo offre de nombreuses opportunités aux investisseurs privés étrangers dans le secteur de l'agriculture, allant de la production à la commercialisation. Avec son potentiel agronomique exceptionnel et une superficie de terres agricoles inégalée en Afrique, la RDC est à même de nourrir plus de 2 milliards de personnes.

Le programme national de la RDC en matière de développement et d'investissement dans le secteur agricole veut favoriser l'arrivée d'investisseurs privés étrangers pour réaliser les objectifs suivants :

- Stimuler une croissance soutenue dans le secteur agricole ;
- Accroître la production des produits comestibles et pérennes ;
- Encourager l'industrialisation par substitution aux importations ;
- Créer durablement des emplois et des revenus ;
- Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations congolaises ;
- Réduire la pauvreté et la précarité dans les milieux ruraux.





ASSURANCE



■ RD Congo :
Un grand marché au cœur de l'Afrique presque inexploité en matière d'assurance.

La République démocratique du Congo (RDC) connaît un faible taux de pénétration dans le domaine des assurances en Afrique. Cela signifie qu'il existe en RDC une part importante du marché de l'assurance en faveur des investisseurs intéressés.

■ RD Congo :
Un incontournable en Afrique pour les investisseurs étrangers qui progressent dans le domaine de l'assurance.

L'opportunité pour les investisseurs étrangers que suscite ce grand marché africain presque vierge en République démocratique du Congo encourage l'installation de nouvelles unités économiques en assurance.

Le marché actuel de la RDC dans le secteur de l'assurance dépasse les 900 millions \$ US, et ce dernier n'est optimisé qu'à seulement 7 %. Le marché potentiel, quant à lui en RDC, est évalué à moyen terme entre 3 à 5 milliards \$ US.

Les sociétés d'assurances agréées ainsi que les sociétés de courtage d'assurance autorisées peuvent dès lors en RDC se développer rapidement et durablement.





ELEVAGE



RD Congo : Un potentiel d'élevage de gros bétail et de volaille en Afrique.

La République démocratique du Congo (RDC) offre de nombreuses possibilités d'élevage diversifié en Afrique : bœufs, porcs, chèvres, moutons et poulets. Le potentiel d'élevage en RDC est estimé à 40 millions de têtes de bétail par an, et celui-ci est bien loin d'en être atteint.

La production annuelle actuelle de la RDC est la suivante : 11 % de bovins, 14 % d'ovins, 15 % de porcins, 60 % de caprins. Un fait incontournable mérite d'être relevé : la tolérance de la chèvre en RDC à la maladie trypanosomiase offre l'opportunité de l'élevage de chèvres dans toutes les provinces de la RDC.

RD Congo : Un incontournable pour les investisseurs étrangers qui veulent s'implanter en Afrique dans le secteur de l'élevage.

La République démocratique du Congo n'impose aucune barrière d'entrée pour les nouveaux investisseurs privés étrangers dans le secteur de l'élevage, et seules quelques entreprises ont profité de cet avantage et effectuent des activités d'élevage en RDC.

Pour tout investisseur désirant venir s'implanter en RDC, cette dernière présente un marché africain intéressant et absent de compétition : une occasion d'affaires à ne pas négliger.





ENERGIE



■ RD Congo :
Un potentiel en énergie exploitable en Afrique représentant à lui seul plus du tiers du potentiel total africain.

La République démocratique du Congo (RDC) offre d'énormes possibilités en Afrique en énergie exploitable grâce à son fleuve Congo dont le bassin est à cheval sur l'Équateur. Les possibilités de la RDC sont évaluées à 100 000 MW ; réparties sur 780 sites, situées dans 145 territoires et 76 000 villages. Ce potentiel congolais en énergie représente environ 37 % du potentiel total de l'Afrique et près de 6 % du potentiel mondial.

La RDC compte par ailleurs plusieurs autres potentialités en ressources énergétiques renouvelables en Afrique, comme la biomasse, l'éolien, le solaire, le biogaz, le biocarburant, la géothermie et autres.



RD Congo : **Un incontournable en Afrique pour les entreprises étrangères du secteur de l'énergie**

L'énergie est considérée comme le premier secteur économique de la République démocratique du Congo. Ce secteur en RDC recherche des investisseurs privés pour susciter de nouveaux projets en énergie et investir dans les projets en cours.

Le marché de l'énergie en RDC, loin d'être saturé, offre aux investisseurs étrangers des avantages hautement attrayants. Le potentiel élevé que présente le secteur de l'énergie en RDC peut satisfaire jusqu'à 40 % de la demande en électricité du continent africain, et ce, à prix compétitif et de manière pérenne. Par ailleurs, le taux d'électrification en RDC ne dépasse pas les 10 %, laissant présager pour le secteur de l'énergie de la RDC un développement prolifique intéressant pour tout investisseur avisé.

L'entrée dans le secteur de l'énergie en RDC par les nouveaux investisseurs n'est pas soumise à des restrictions contraignantes, et les capitaux investis peuvent être rapidement rentabilisés : le retour sur investissement est attesté.





FORESTERIE

■ RD Congo :
Un potentiel forestier de taille en Afrique avec près de la moitié des forêts tropicales africaines.

La République démocratique du Congo (RDC) possède en Afrique de vastes étendues de forêt avec de vastes superficies destinées à être concédées et renfermant des essences forestières très recherchées dans le monde. La RDC dispose également en Afrique de 6 % des réserves tropicales mondiales.

Voici quelques statistiques à ce sujet :

- 150 000 000 ha de forêt, soit 47 % des forêts tropicales d'Afrique ;
- Plus de 1 000 essences forestières identifiées ;
- Un potentiel de production de 10 000 000 m³ de bois/an ;
- Une superficie de forêts concédées de 11 000 000 ha.

Il est important de noter qu'avec ces possibilités, la RDC dispose d'atouts majeurs en Afrique et à l'échelle mondiale en ce qui concerne la lutte contre le changement climatique.



■ RD Congo :

Un incontournable en Afrique pour les entreprises étrangères qui misent sur la production et l'exploitation du bois

Le potentiel de production en bois de la République démocratique du Congo repose sur les essences recherchées dont les suivantes : Kambala, ébène, Tiama, Sapeli, Sipo, Acajou d'Afrique, Wenge, Afromosia, Limba, Bomanga et Limbali.

En plus de la diversité des essences de bois, la RDC offre en Afrique la possibilité d'acheminer le bois vers les grands centres de production, où existent des réseaux d'électricité et de la main-d'œuvre abondante. Que ce soit pour la production, l'exploitation, l'afforestation ou la reforestation, nombreux sont les projets en RDC qui recherchent des investisseurs privés. Ces projets se déclinent, entre autres, comme suit :

- Pôles bois de production en milieu rural ;
- Cité de la menuiserie et de l'ébénisterie ;
- Système constructif à ossature bois pour l'habitat social ;
- Bâtiments publics de prestige en structure bois ;
- Unité de déroulage pour l'emballage, avec des investissements adaptés et accessibles ;
- Institut spécialisé de formation de formateurs dédié aux techniques de sciage ;
- Projet de fabrication de mobilier scolaire ;
- Centre pilote de formation aux métiers du bois en alternance école-entreprise ;
- Centre de recherche technologique sur les matériaux bois et leur valorisation ;
- Unité pilote de cogénération électrique à partir des sous-produits de l'industrie du bois.





HABITAT & IMMOBILIER



■ RD Congo :
Une demande africaine de plus en plus forte en logement par rapport à l'offre.

Alors qu'en République démocratique du Congo (RDC) sévit présentement une crise du logement social et autres types d'habitations, symptôme d'une demande forte et d'une offre à la baisse, on trouve sur tout le territoire de la RDC de nombreux espaces disponibles non exploités réservés pour la construction d'habitations et les projets immobiliers privés.

Les nouvelles entreprises de construction et les investisseurs détiennent par conséquent une part substantielle du marché et bénéficient d'une grande liberté d'entreprendre dans le secteur de l'habitat et de l'immobilier.



■ RD Congo :

Un incontournable en Afrique pour les entreprises étrangères qui entreprennent des projets dans le secteur de l'habitation et l'immobilier.

La population, évaluée à 110 millions d'habitants répartie sur les 2 400 000 km² de la République démocratique du Congo, constitue un atout majeur en Afrique pour assurer les investissements dans le secteur de l'habitat et de l'immobilier.

Aussi, on constate en RDC, des déficits globaux en logement évalués à 4 millions : 265 000 logements à construire par année. À elle seule, la ville de Kinshasa concentre 54,4 % du déficit global : 145 000 logements à construire par année.

Le climat favorable à l'entrepreneuriat dans le secteur de l'habitat et de l'immobilier a permis à la RDC de voir émerger la construction de logements sociaux et autres types d'habitations, et ce, grâce à des projets d'investissement d'entrepreneurs privés, tels que : Cité du Fleuve ; Cité Kin Oasis ; Cité Belle Vie ; Cité de l'Espoir ; Cité Moderne.

Toutefois, malgré ces initiatives, la demande de la RDC en logement dans le domaine de l'habitat et de l'immobilier reste loin d'être satisfaite.





INDUSTRIE

RD Congo : **Une terre africaine propice au développement industriel.**

L'industrie est l'un des secteurs ciblés par le Plan National Stratégique de Développement (PNSD) de la République démocratique du Congo (RDC). Les objectifs établis par ce programme projettent – grâce, entre autres, au développement industriel – de faire de la RDC un pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2030 et à revenu élevé à l'horizon 2050.

La vision de ce plan national consiste à doter la RDC d'un tissu industriel dynamique, compétitif et responsable en matière d'environnement et de développement durable, et ce, en vue de contribuer à l'éclosion d'une économie diversifiée et compétitive.

Pour ce faire, le Gouvernement de la RDC compte soutenir conjointement les industries orientées vers l'exportation (IE) et celles pouvant garantir la substitution des importations (SI) par des produits générés localement.

RD Congo : **Un incontournable en Afrique pour les investissements industriels privés étrangers.**

La République démocratique du Congo offre aux investisseurs étrangers un accès privilégié à un marché industriel africain en pleine expansion, avec 80 millions d'hectares de terres arables encore inexploitées propices au développement de l'agro-industrie, une main-d'œuvre abondante et compétitive, une grande diversité de matières premières transformables, un marché intérieur estimé à plus de 90 millions de consommateurs, ainsi qu'un débouché extérieur s'étendant à l'ensemble du continent africain.



INFRASTRUCTURES & TRANSPORTS



■ RD Congo :
Un marché incontournable pour les investisseurs privés étrangers dans les infrastructures.

Le secteur des infrastructures et des travaux publics en République démocratique du Congo représente une opportunité majeure pour les investisseurs privés étrangers. Depuis 2018, il est totalement libéralisé et ouvert au secteur privé conformément aux lois régissant le Partenariat Public-Privé (PPP).

En RDC, l'investissement ne se limite pas à la construction de nouvelles infrastructures : la réhabilitation et la modernisation des infrastructures existantes constituent également des opportunités significatives. Les opportunités se justifient par l'existence d'un vaste réseau de transport couvrant l'ensemble du pays.

RÉSEAU TERRESTRE

152 400 km de routes terrestres dont seulement 2 % sont asphaltées :

- 7 400 km de voies urbaines ;
- 58 129 km de routes d'intérêt général ;
- 86 871 km de routes d'intérêt local ou de desserte agricole.



RÉSEAU FERROVIAIRE

5 033 km de voies ferrées non interconnectées, aux écarts différents, dont 95 % nécessitent modernisation ou réhabilitation :

- Matadi ↔ Kinshasa : 365 km
- Lubumbashi ↔ Zambie ↔ Angola ↔ lac Tanganyika : 3 641 km
- Katanga : Kabalo ↔ Kamina ↔ Kolwezi ↔ Likasi ↔ Lubumbashi ↔ Sakania ↔ Zambie
- Kasai : Ilebo ↔ Kananga ↔ Mwene-Ditu ↔ Kamina
- Chemin de fer de Benguela : Kamina ↔ Dilolo ↔ Angola
- Kindu ↔ Kongolo ↔ Kabalo ↔ Nyunzu ↔ Kalémie
- Kindu ↔ Kongolo ↔ Kabalo ↔ Kabongo ↔ Kamina
- Kisangani ↔ Ubundu
- Voie étroite région Uélé
- Bumba ↔ Aketi ↔ Bondo
- Bumba ↔ Aketi ↔ Buta ↔ Isiro ↔ Wemba



RÉSEAU MARITIME ET FLUVIAL

16 238 km de voies maritimes, fluviales et lacustres à baliser, draguer et exploiter :

- Bief maritime Banana-Matadi : 150 km
- Fleuve Congo moyen (Kinshasa ↔ Kisangani) et affluents : 1 700 km
- Rivière Kasai et affluents : 11 758 km
- Bief supérieur du Lualaba et lacs : 2 630 km
- 40 ports fluviaux et lacustres aménagés (ex. Kinshasa, Ilebo, Kalemie, Kisangani, Mbandaka, Ubundu, Kindu)
- 3 ports maritimes : Matadi, Boma, Banana
- 24 voies fluviales principales
- Réseaux lacustres :
 - Lac Kivu : Bukavu ↔ Goma, 106 km
 - Lac Tanganyika : RDC ↔ Zambie ↔ Tanzanie ↔ Burundi, 1 425 km
- Réseaux fluviaux : Kindu ↔ Ubundu, 310 km ; Kongolo ↔ Malemba-Nkulu, 390 km
- Multiples ports privés



RÉSEAU AÉRIEN

Environ 270 installations aéroportuaires, dont 5 aéroports internationaux, situés dans les villes de Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Goma et Gbadolité :

- Le corridor Nord, couloir de transport reliant le port de Mombasa à la région de Grands Lacs ;
- Le corridor Sud, couloir de transport reliant la RDC, par Kasumbalesa, au sud de l'Afrique ;
- Le corridor Central, couloir de transport débouchant sur le port de Dar Es Salam en passant par la Zambie ;
- Le corridor Ouest, couloir de transport reliant la RDC à l'Angola ;
- Les corridors de désenclavement de la RDC.

TRANSPORT EN COMMUN

› Des besoins criants en Afrique pour le développement du transport en commun

La République démocratique du Congo (RDC) éprouve présentement une problématique majeure en ce qui concerne le transport en commun, et ce, principalement dans les grandes agglomérations. En Afrique, la RDC compte environ 110 millions d'habitants, dont 18 millions de citoyens seulement à Kinshasa, la capitale.



Outre cette grande métropole africaine, de nombreuses autres villes des provinces de la RDC comptent une population considérable, et, comme à Kinshasa, toutes ces zones urbaines peuplées ne disposent pas des infrastructures nécessaires pour offrir à leurs citoyens un transport en commun efficace.

› Une occasion en Afrique à saisir pour les entreprises extérieures spécialisées dans le transport en commun

La volonté manifeste des instances gouvernementales de la République démocratique du Congo d'accueillir de nouveaux investisseurs privés étrangers afin de développer et rendre efficient à l'échelle nationale son système de transport en commun, la demande criante de services à la population dans ce secteur d'activité et un marché non saturé représentent quelques-uns des attraits à considérer pour toutes les entreprises étrangères souhaitant s'implanter en RDC.

Voici certains objectifs que projette la RDC en lien avec le transport en commun du pays :

- Élaborer une nouvelle politique de transport en commun conciliant efficacité, rentabilité et dimension sociale ;



- Améliorer l'état de la voirie urbaine afin de réduire le coût d'amortissement des véhicules et fluidifier le trafic automobile ;
- Inciter les entreprises privées étrangères à investir dans le secteur du transport en commun dans le cadre des Partenariats Public-Privés (PPP), particulièrement dans les systèmes de transport massif ;
- Renforcer la capacité en matériel roulant et en pièces de rechange des transporteurs publics, avec près de 1 500 autobus sur 5 ans, à raison de 300 autobus par an ;
- Créer un fonds national de promotion du transport en commun, financé par le péage de certaines routes nationales et les stationnements publics dans les grandes villes ;
- Réhabiliter et moderniser le train urbain de la SCTP ;
- Mettre en place le système de transport fluvial urbain de la SCTP pour alléger le transport de surface ;
- Prolonger la ligne ferroviaire Kinshasa-Matadi jusqu'à Banana, en vue de la réalisation d'un port en eau profonde.



MINIER



RD Congo : Un potentiel minier africain mondialement incontesté.

Le sous-sol de la République démocratique du Congo (RDC) est disponible aux investisseurs étrangers et regorge de différents minerais. Chacune des provinces de la RDC abonde en richesses minières, faisant du pays un acteur majeur du secteur en Afrique.

La réserve minière du sous-sol de la RDC comprend 1 100 substances minérales, parmi lesquelles :

- Cuivre : 75 000 000 t
- Lithium : 31 000 000 t
- Niobium : 30 000 000 t
- Manganèse : 7 000 000 t
- Zinc : 7 000 000 t
- Cobalt : 4 500 000 t
- Fer (teneur > 60 %) : 1 000 000 t
- Cassitérite : 450 000 t
- Or : 600 t
- Diamant : 206 000 000 carats



■ RD Congo :
Un incontournable en Afrique pour les entreprises minières étrangères.

En Afrique, l'ouverture du secteur des mines par la République démocratique du Congo aux investisseurs privés étrangers permet à ces derniers de s'implanter et de tirer profit de leur investissement rapidement et fructueusement.

Une solution profitable pour les deux parties : ces investissements favorisent ainsi l'accroissement fulgurant de la production minière de la RD Congo, laquelle explique l'amélioration spectaculaire des indicateurs macro-économiques du pays.





NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

RD Congo : Une opportunité d'investir en Afrique dans les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC)

En République démocratique du Congo (RDC), les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) se composent principalement des services liés aux réseaux mobiles à faible et haut débit comme : la téléphonie mobile, les services internet mobile, les services *mobile money*. Ces services constituent actuellement une opportunité d'investissement à exploiter en RDC.

La vision du Gouvernement congolais dans ce secteur est de faire entrer la RD Congo de plain-pied dans l'économie numérique, en augmentant significativement la contribution des NTIC au développement économique et social du pays.

Pour réaliser cette aspiration en Afrique, la RDC aura recours à des investisseurs privés étrangers pour : développer l'infrastructure nationale haut débit, améliorer l'accès à la population aux NTIC, favoriser le passage de la télévision analogique à la télévision numérique (TNT), etc.

Dans les prochaines années, il est prévu en RD Congo : la mise en orbite du premier satellite congolais ; l'achèvement national de 5 000 km de dorsale de télécommunication (backbone) à fibre optique ; et la connexion de 30 millions de lignes et mobiles (réseaux métropolitains).



D'ici 2030, toute l'administration publique de la RDC ainsi que les services spécialisés des postes frontaliers devront être informatisés, et le pays devra disposer d'un capital humain de qualité et suffisant dans le domaine des NTIC.

À l'horizon 2050, plus de 50 % des ménages de la RDC utiliseront la fibre optique et plus de 90 % se connecteront à Internet via leur téléphone mobile. La RDC devra également développer le marché de la robotique (technologie numérique), qui deviendra un marché de premier plan pour les téléphones, logiciels, jeux vidéo, technologie 3D et e-commerce.

Voici les 6 axes prioritaires de la RDC pour promouvoir l'économie numérique et les NTIC :

- Généralisation de l'accès aux réseaux et services numériques ;
- Développement de la production et de l'offre des outils numériques ;
- Développement et diversification des usages et services numériques ;
- Développement de l'industrie locale numérique ;
- Constitution du capital humain ;
- Instauration de la confiance numérique.



RD Congo : Un incontournable en Afrique pour les investisseurs étrangers spécialisés dans les NTIC.

En RDC, les taux de pénétration du marché des NTIC via les réseaux mobiles à faible et haut débit (téléphonie mobile, Internet mobile, mobile money) demeurent encore très faibles. Le marché est loin d'être saturé et reste ouvert aux nouveaux investisseurs privés étrangers.

Quelques données sur les NTIC en RD Congo :

- Taux de pénétration de la téléphonie mobile : 42 % en 2018 (moyenne : 127 % pour les pays développés ; 98 % pour les pays en développement ; 77 % pour l'Afrique entière).
- Taux de pénétration Internet mobile : 16,21 % en 2018 (moyenne : 97 % pour les pays développés ; 48 % pour les pays en développement ; 26 % pour l'Afrique entière).
- Nombre de souscriptions aux services mobile money : 9 000 000 en 2017 et 9 700 000 en 2018 ; le marché est en pleine croissance en RDC.
- Taux de pénétration du mobile money : 11 % en 2017 et 12 % en 2018 ; le marché du mobile money n'est pas saturé en RDC.





PÊCHE



■ RD Congo :
Un potentiel halieutique à exploiter en RDC grâce à son réseau hydrographique et son relief favorable.

En République démocratique du Congo (RDC) coexistent trois types de pêche : la **pêche maritime**, la **pêche continentale** et la **pisciculture**.

Chacune de ces pêches récolte en RDC bien au-dessous de sa capacité évaluée. Ces trois types de pêches pourraient en RDC enregistrer des résultats considérablement plus élevés si des investissements y étaient réalisés.

En Afrique, la pêche marine de la RDC provient d'un littoral entre l'Angola et la République du Congo, avec une zone économique exclusive (ZEE) qui couvre une superficie estimée à 150 000 km².

Les ressources halieutiques continentales d'eau douce peuplent les nombreux lacs, marais et plaines d'inondation de la RDC. Elles sont alimentées par le riche système hydrographique du bassin du fleuve Congo, deuxième plus long fleuve d'Afrique traversant la quasi-totalité de la RDC.

Malgré les potentialités considérables d'élevage en poissons de différentes espèces, la pisciculture en RDC demeure sous-exploitée et limitée à la pêche familiale de subsistance, principalement orientée sur l'élevage de tilapias et de poissons-chats.



■ RD Congo :
Un incontournable en Afrique pour les investisseurs privés étrangers dans le domaine de la pêche.

La demande en poissons de la République démocratique du Congo n'est satisfaite qu'en grande partie que par les importations. Le développement du secteur de la pêche constitue alors une priorité pour la RD Congo, et ce, afin de lutter contre l'insécurité alimentaire : le poisson pouvant facilement compléter les besoins en protéines animales des populations les plus pauvres.

En RDC, seulement 240 000 tonnes de poissons sur un potentiel total de 707 000 tonnes sont exploitées (30 %). La quasi-totalité de cette maigre production de poissons provient, en RDC, de la pêche artisanale qui utilise comme moyen des pirogues et la senne de plage. Il y a ainsi en RDC la présence de peu d'entreprises privées qui réalisent des activités de pêche semi-industrielle et industrielle.

Ce qui laisse une part majoritaire de marché en RDC pour la pêche, aux investisseurs privés étrangers : une opportunité d'investissement à envisager.





TOURISME

■ RD Congo :
Une gamme variée d'attrait africains pour le tourisme avec des particularités multiformes.

Par sa position stratégique sur l'Équateur au cœur de l'Afrique, la République démocratique du Congo (RDC) est située au carrefour des destinations finales ou initiales des circuits touristiques d'Afrique australe, d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Est.

Les différentes provinces de la RDC présentent toutes des attrait touristiques à exploiter en Afrique pour le développement de plusieurs types de tourisme : balnéaire, culturel, de loisirs, de découverte, d'affaires, de safaris, etc.

Le potentiel touristique de la RDC en quelques données :

- 25 millions d'hectares en aires protégées ;
- 7 parcs nationaux ;
- 57 réserves et domaines de chasse, dont cinq (5) figurant sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO ;



- 4 espèces endémiques : Gorille de montagne, Okapi, Bonobo (chimpanzé nain), Paon congolais ;
- 145 millions d'hectares d'écosystème, soit le second massif de forêts tropicales du monde (après l'Amazonie) et une des réserves de biodiversité de la planète ;
- Les sites naturels du Fleuve Congo, du littoral Atlantique (37 km), des chutes impressionnantes, des lacs et leurs contours, et des zones montagneuses de l'Est ;
- Les sites construits comme les monuments du patrimoine, les édifices religieux et culturels (un riche mixage des cultures et traditions autour de 450 ethnies), les marchés d'œuvres d'art, et les sites historiques ;
- Infrastructures d'accueil dont 284 plates-formes aéroportuaires (cinq (5) aéroports internationaux), des services de transport local et interprovincial, 3 235 hôtels avec une capacité d'accueil globale de 27 963 chambres, et des services de restauration ;
- 4 500 km de voies navigables.



RD Congo : Un incontournable en Afrique pour les investisseurs privés étrangers en matière de tourisme.

Le Gouvernement de la République démocratique du Congo a inscrit parmi les priorités gouvernementales, la relance du tourisme. Son plan directeur 2013 projette pour la RDC d'atteindre sur 15 ans, en 2028, 1,2 millions de touristes internationaux et des recettes de plus de 17 000 000 \$ US.

Pour atteindre ces objectifs, la RDC requiert l'appui d'investisseurs privés étrangers. Le pays compte sur l'apport d'investissements extérieurs pour financer des projets tels que :

- La réhabilitation des parcs nationaux, la création de niches écologiques et l'aménagement des voies d'accès ;
- La promotion du tourisme vert axé sur la conservation de l'environnement ;
- La création de sites de loisirs et de parcs d'attractions ;
- Le renforcement de l'offre en transports touristiques (aériens, routiers, fluviaux et lacustres) ;
- Le développement de nouveaux sites d'hébergement décentralisés (hôtels, infrastructures d'accueil et d'animation touristique) ;
- La mise en place d'agences et de bureaux de tourisme ;
- La valorisation et la promotion du tourisme (guides, création de sites web, agences de tourisme en ligne, conception et diffusion de supports promotionnels).



En RDC, outre le développement de nouveaux projets innovants dans le secteur touristique, plusieurs initiatives sont déjà en cours et ouvertes aux investisseurs étrangers dans le cadre de Partenariats Public-Privé (PPP) :

- La rénovation des jardins botaniques et zoologiques de Kinshasa ;
- La modernisation des quatre principaux aéroports (Kinshasa, Lubumbashi, Goma et Kisangani) ;
- L'accompagnement à la mise en œuvre d'une centaine de projets d'investissement touristiques, dont 85 projets hôteliers ;
- La réhabilitation et la modernisation de plusieurs hôtels, notamment les trois établissements cinq étoiles (Grand Hôtel Kinshasa, Fleuve Congo Hôtel à Kinshasa et Grand Karavia Hôtel à Lubumbashi) ;
- La création d'une compagnie aérienne nationale ;
- La réhabilitation et la construction de sites historiques ainsi que l'aménagement de nouveaux espaces publics d'agrément.





ZONES ECONOMIQUES SPECIALES

RD Congo : Un hub d'opportunités stratégiques

La République démocratique du Congo développe un ambitieux programme de zones économiques spéciales (ZES) destinées à attirer les investisseurs et à stimuler l'industrialisation.

La première, en cours de réalisation à Kinshasa – Maluku, s'étend sur 885 hectares, dont 244 hectares dédiés à un projet pilote. Elle accueillera des entreprises actives dans l'agro-industrie, les matériaux de construction, les emballages et la métallurgie.

La ZES de Maluku offre un cadre incitatif exceptionnel : exonérations fiscales, procédures simplifiées via un guichet unique, présence bancaire, avantages douaniers et infrastructures sécurisées (énergie, eau potable, réseaux de transport). Située à proximité immédiate de Kinshasa et de ses 15 millions d'habitants, elle bénéficie également d'un accès stratégique aux marchés nationaux, régionaux et internationaux grâce au fleuve Congo et aux axes routiers.

Au-delà de Kinshasa, la RDC a identifié six zones économiques spéciales stratégiques (Équateur, Oriental, Kasai, Katanga, Kivu, Kinshasa), offrant aux investisseurs des opportunités uniques dans des territoires riches en ressources et en main-d'œuvre.

→ Une plateforme régionale en devenir, soutenue par un cadre légal attractif et un coût de développement compétitif (exemple : projet pilote de Maluku évalué à 170 M USD).



Un potentiel à transformer

La République démocratique du Congo s'impose comme un pays stratégique en Afrique centrale. Avec plus de 110 millions d'habitants, premier marché francophone mondial, elle offre un espace de consommation en forte croissance et un accès direct à neuf pays voisins.

Riche en ressources minières, agricoles, forestières et énergétiques, la RDC dispose aussi d'un fort potentiel dans les infrastructures, les transports, les NTIC et le tourisme. Sa jeunesse nombreuse et qualifiée constitue un atout pour accompagner ce développement.

Portée par des réformes favorables et une stabilité politique renforcée, la RDC se présente aujourd'hui comme une véritable terre d'opportunités pour les investisseurs internationaux.



Merci

Restons en contact :



BADILE LUBAMBA

badile.lubamba@yahoo.com

+41 77 485 25 09

